



DECISION DU PRESIDENT N° 166-24

PRISE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-9
DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Objet : ATTRIBUTION DE MARCHÉ POUR LA REPARATION DES DESORDRES SURVENUS AU CENTRE AQUATIQUE AQUABULLES

Le Président de la Communauté de communes,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5211-9,

Vu les articles L.2123-1 et R.2123-1 1° du Code de la Commande Publique,

Vu la délibération du Conseil communautaire du 11 avril 2024, relative aux délégations consenties en application des dispositions de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, autorisant le Président à prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés, des accords-cadres et des groupements de commande, en matière de marchés de travaux, de fournitures, de prestations de services et de prestations intellectuelles d'un montant inférieur à 221 000 € ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

Vu la déclaration de sinistre du 15/12/2023 auprès de l'assurance dommages ouvrage du centre aquatique Aquabulles à Saint-Fulgent pour des décollements de carrelage,

Considérant le rapport d'expertise et la prise en charge à hauteur de 10 450,00 € H.T. par l'assureur,

Considérant la nécessité de réparer les désordres survenus au centre aquatique Aquabulles,

Considérant l'offre de l'entreprise SRS de Blois (41) pour un montant de 10 450,00 € H.T.,

DECIDE

Article 1 : d'attribuer à l'entreprise SRS de Blois (41), le marché de réparation des désordres survenus au centre aquatique Aquabulles pour un montant de 10 450,00 € H.T.

Article 2 : d'imputer la dépense sur les crédits du budget annexe Centre Aquatique.

Article 3 : le Directeur Général des Services et le Trésorier sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision.

Article 4 : la présente décision sera transmise à Monsieur le Préfet de la Vendée au titre du contrôle de légalité.

Article 5 : la présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au contrôle de légalité et/ou de sa notification et de sa publication.

Article 6 : conformément à l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de la présente décision à la prochaine réunion du Conseil communautaire.

Ampliation en sera :

- Adressée à Monsieur le Trésorier
- Affichée conformément à la réglementation en vigueur
- Insérée au recueil des actes administratifs
- Notifiée aux personnes concernées



Fait à Saint-Fulgent, le 28 mai 2024

Le Président
Jacky DALLET